

Bulletin du FMI

ACCORD DE CONFIRMATION

Le FMI et la Géorgie envisagent un prêt de 750 millions de dollars

Bulletin du FMI en ligne
3 septembre 2008

- Accord de principe entre la mission du FMI et les autorités géorgiennes
- Le prêt aiderait la Géorgie à se redresser après le conflit récent
- Il s'agit de redonner confiance aux investisseurs et de raviver les flux de capitaux privés

À la suite de la demande d'aide financière présentée au FMI par les autorités géorgiennes, une mission de l'institution a annoncé à l'issue de sa visite à Tbilissi qu'elle était arrivée à un accord de principe avec les autorités sur un prêt de 750 millions de dollars.

À la suite de la demande d'aide financière présentée au FMI par les autorités géorgiennes, une mission de l'institution a séjourné à Tbilissi du 23 août au 3 septembre et est arrivée à un accord de principe avec les autorités sur un prêt de 750 millions de dollars.

L'accord envisagé requiert l'approbation du Conseil d'administration du FMI, qui devrait examiner la demande de la Géorgie à la mi-septembre.

Le prêt serait accordé dans le cadre d'un accord de confirmation de 18 mois. Cet accord a pour but de soutenir la politique économique des autorités géorgiennes et de contribuer à atténuer les effets néfastes, sur le plan économique et financier, du conflit récent, a déclaré David Owen, chef de la mission du FMI qui s'est rendue en Géorgie pour examiner le dossier avec les autorités.

Rétablir la confiance

Les réformes que la Géorgie a appliquées avec détermination et ses politiques macro-économiques bien conçues ont rendu l'économie plus résistante, ce qui est un bon signe et permet de compter sur un redressement vigoureux après ce choc.

L'accord de confirmation a pour principaux objectifs de couvrir en partie le déficit de financement extérieur provisoire attendu et de maintenir la confiance des marchés et des investisseurs en soutenant des politiques qui permettront de préserver la stabilité macroéconomique et contribueront à la reprise de l'investissement du secteur privé et de la croissance économique, a expliqué le FMI dans une déclaration diffusée à Tbilissi.

Des résultats solides

Avant que le conflit n'éclate, la Géorgie connaissait une croissance économique vigoureuse.

«La Géorgie a appliqué des politiques macroéconomiques et financières solides, notamment dans le contexte d'un programme appuyé par le FMI au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, qui a pris fin en septembre 2007», a rappelé le mois dernier le Premier Directeur général adjoint du FMI, John Lipsky, dans une [déclaration](#) où il exprimait sa préoccupation face aux conséquences du conflit et aux pertes tragiques en vies humaines.

«Les autorités géorgiennes ont aussi engagé de vastes réformes économiques qui ont renforcé le secteur financier et grandement amélioré le climat des affaires, ce qui a permis une croissance rapide de l'économie. En même temps, les réserves internationales de la Géorgie se sont considérablement accrues».

Le Premier ministre, Lado Gurgenidze, a remercié le FMI d'avoir répondu si rapidement à la demande de la Géorgie et d'avoir fait bénéficier le pays d'un soutien sans précédent en lui ouvrant l'accès à un montant considérable de ses ressources. Il a déclaré lors d'une conférence de presse qu'un accord soutenu par le FMI contribuerait largement à établir la crédibilité des politiques menées par le pays et devrait encourager les investisseurs à continuer d'investir en Géorgie.

Les commentaires concernant cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Ceci est la traduction d'un article paru en anglais dans *IMF Survey Magazine* accessible à www.imf.org/imfsurvey.